

EFFET DES REMITTANCES SUR LA CROISSANCE ECONOMIQUE EN GUINÉE

EFFECT OF REMITTANCES ON ECONOMIC GROWTH IN GUINEA

CAMARA Malick

Enseignant chercheur

Faculté des Sciences Economiques et de Gestion

Université Nongo Conakry (UNC) (Guinée)

(Master Recherche)

Nom du laboratoire (chercheur indépendant)

KABA Mamoudou

Master recherche à l'Université Général Lansana Conté de sonfonia

Université – Général Lansana Conté de Sonfonia Conakry (UGLC-SC) (Guinée)

Nom du laboratoire (chercheur indépendant)

Date de soumission : 23/12/2025

Date d'acceptation : 26/01/2026

Pour citer cet article :

CAMARA. M. & KABA. M. (2026). « Effet des remittances sur la croissance économique en Guinée », Revue Française d'Economie et de Gestion « Volume 7 : Numéro 2 » pp : 18- 38.

Author(s) agree that this article remain permanently open access under the terms of the Creative Commons

Attribution License 4.0 International License



Résumé

Cette étude a pour objectif d'évaluer l'impact des transferts de fonds de la diaspora sur la croissance économique en Guinée sur la période 2000–2025. Pour atteindre cet objectif, elle mobilise des séries temporelles nationales et applique le modèle ARDL (Auto-Regressive Distributed Lag), permettant d'analyser simultanément les effets à court et à long terme des remittances sur la croissance économique.

Les résultats montrent qu'à court terme, les remittances exercent un effet négatif mais statistiquement significatif sur la croissance, indiquant que ces fonds sont principalement utilisés pour la consommation des ménages plutôt que pour des investissements productifs. À long terme, l'effet des remittances n'est pas significatif, ce qui suggère que, sans canaux de transformation vers des projets productifs, ces flux financiers n'engendrent pas de gains durables en termes de capacité productive. En revanche, les investissements directs étrangers apparaissent comme un facteur clé de croissance structurelle, capable de soutenir l'expansion économique à long terme à travers l'accumulation de capital et le transfert de technologies.

Mots-clés : Transferts de fonds ; Croissance économique ; Modèle ARDL ; Effets de court et long terme ; Guinée.

Abstract

This study aims to assess the impact of diaspora remittances on economic growth in Guinea over the period 2000–2025. To achieve this objective, it uses national time series data and applies the Auto-Regressive Distributed Lag (ARDL) model, allowing for the simultaneous analysis of the short- and long-term effects of remittances on economic growth.

The results show that in the short term, remittances have a negative but statistically significant effect on growth, indicating that these funds are primarily used for household consumption rather than productive investment. In the long term, the effect of remittances is not significant, suggesting that, without channels for transforming these funds into productive projects, they do not generate sustainable gains in terms of productive capacity. In contrast, foreign direct investment appears as a key driver of structural growth, capable of supporting long-term economic expansion through capital accumulation and technology transfer.

Keywords: Remittances; Economic growth; ARDL model; Short- and long-run effects; Guinea.

Introduction

Les transferts de fonds des migrants, communément appelés remittances, constituent aujourd'hui l'une des principales sources de financement extérieur pour les pays en développement, dépassant souvent l'aide publique au développement et les investissements directs étrangers (Ratha et al., 2024 ; OIM, 2025). Selon l'OIM (2025), ces flux ont atteint près de 700 milliards de dollars en 2024, permettant non seulement de répondre aux besoins essentiels des familles, mais également de soutenir la résilience économique des communautés, de stimuler l'activité locale et de renforcer le développement national. Ces transferts représentent ainsi bien plus qu'une simple aide financière : ils constituent un outil stratégique susceptible d'influencer durablement la croissance économique des pays bénéficiaires.

La littérature théorique et empirique sur les remittances présente toutefois des résultats ambivalents. D'une part, certains travaux soulignent l'effet positif de ces flux sur la croissance, en raison de leur contribution à la consommation, à la stabilisation des comptes courants et à la réduction de la pauvreté (Ratha, 2003 ; Maimbo & Ratha, 2005). D'autre part, d'autres auteurs montrent que les transferts peuvent générer des effets limitants, tels que la dépendance aux flux externes, une moindre incitation à la production locale ou une vulnérabilité macroéconomique accrue lorsque les flux sont instables (Chami et al., 2005 ; Berdiev, 2024). Empiriquement, les résultats sont également contrastés : certaines analyses multi-pays confirment un effet significatif sur la croissance (Imam et al., 2024), tandis que d'autres indiquent que l'impact des remittances dépend fortement du contexte institutionnel, de la qualité des politiques publiques et du développement du système financier.

En Guinée, bien que les transferts de la diaspora représentent une part croissante du PIB, aucune étude empirique macroéconomique n'a encore évalué leur rôle sur la croissance économique nationale. Cette absence constitue un vide scientifique notable et soulève la question centrale suivante : dans quelle mesure les transferts de fonds de la diaspora influencent-ils la croissance économique en Guinée sur la période 2000–2025 ? Cette interrogation est d'autant plus pertinente que le pays se caractérise par une forte émigration, une structure productive peu diversifiée, une dépendance marquée aux exportations minières et une vulnérabilité aux chocs politiques et économiques. Selon la Banque mondiale (2024), les flux de remittances en Afrique subsaharienne ont légèrement augmenté en 2024 malgré des ralentissements régionaux, soulignant l'importance stratégique de ces transferts pour la stabilité macroéconomique dans la région.

Cette étude se distingue par son approche originale dans le contexte guinéen, car à notre connaissance peu de recherches ont examiné de manière systématique les effets des transferts de fonds de la diaspora sur la croissance économique en distinguant les impacts à court et à long terme. En mobilisant des séries temporelles couvrant la période 2000–2025 et en utilisant un modèle ARDL permettant de capturer simultanément les dynamiques de court et long terme, cette recherche fournit un éclairage inédit sur le rôle des remittances dans l'économie guinéenne. Elle contribue ainsi à combler une lacune importante dans la littérature nationale et offre des indications concrètes pour orienter les politiques visant à mieux exploiter le potentiel de ces transferts. L'objectif général de cette étude est d'évaluer l'impact des transferts de fonds de la diaspora sur la croissance économique en Guinée, en tenant compte des effets différenciés à court et à long terme. Pour atteindre ce but, deux objectifs spécifiques sont définis : analyser l'effet des remittances sur la croissance économique guinéenne à court et à long terme, et identifier leur influence relative parmi les déterminants de la croissance économique. L'hypothèse qui guide cette recherche postule que les transferts de fonds de la diaspora exercent un effet significatif sur la croissance économique guinéenne, avec des impacts pouvant différer entre le court et le long terme.

Pour atteindre cet objectif, le présent travail est structuré en trois parties : la première s'appuie sur la revue théorique et empirique, la seconde porte sur l'analyse des variables, et la troisième met en exergue la méthodologie adoptée ainsi que l'interprétation des résultats.

I- REVUE THEORIQUE ET EMPIRIQUE

I.1. Revue théorique

La littérature théorique consacrée aux transferts de fonds des migrants est structurée par une contradiction fondamentale entre des approches qui les envisagent comme un moteur potentiel de croissance économique et celles qui les analysent comme un facteur de dépendance et de désincitation productive. Cette opposition traverse les théories de la migration, du développement et de la croissance, et empêche l'émergence d'un consensus clair quant au rôle macroéconomique des remittances.

Les approches optimistes s'inscrivent principalement dans les cadres néoclassiques et du capital humain. Becker (1964) et Lucas (1988) soulignent que l'accumulation du capital humain constitue un déterminant central de la croissance de long terme. Dans cette perspective, les remittances facilitent l'accès des ménages aux services d'éducation et de santé, contribuant indirectement à l'amélioration de la productivité globale. La Nouvelle Économie de la Migration, développée par Stark (1991) et formalisée par Taylor (1999), renforce cette vision

en considérant les transferts comme le produit d'une stratégie collective des ménages visant à diversifier les sources de revenus et à se prémunir contre les chocs économiques. Djajic (1986) montre ainsi que, via un effet multiplicateur sur la demande locale notamment pour les biens non échangeables, les remittances peuvent stimuler l'activité économique et soutenir la croissance.

Cette lecture développementaliste est prolongée par les travaux de Ratha (2003) et de Maimbo et Ratha (2005), qui attribuent aux transferts de fonds un caractère relativement stable et contracyclique. Ces auteurs soutiennent que les remittances constituent une source de devises plus résiliente que l'investissement direct étranger ou l'aide publique au développement, leur conférant un rôle potentiel de stabilisateur macroéconomique. Dans cette optique, les remittances favoriseraient la croissance non seulement par le soutien de la demande agrégée, mais aussi par la réduction de la volatilité macroéconomique et de la vulnérabilité externe, en particulier dans les pays à faible revenu.

Cependant, cette vision optimiste est fortement contestée par une littérature critique qui met en avant les effets pervers des transferts. Les travaux de Chami, Fullenkamp et Jahjah (2005), fondés sur un modèle de *moral hazard*, suggèrent que les remittances fonctionnent comme une assurance privée susceptible de réduire les incitations à travailler, à épargner et à investir. Dans ce cadre, les transferts ne constituent pas un moteur de croissance, mais un revenu de substitution qui affaiblit la productivité globale. Cette lecture rejoint les analyses de Lipton (1980) et de Binford (2003), selon lesquelles les remittances sont fréquemment orientées vers la consommation ou des investissements à faible rendement économique, limitant leur impact structurel sur la croissance.

La contradiction théorique se prolonge également sur le plan macroéconomique externe. Alors que Ratha (2003) insiste sur le rôle stabilisateur des remittances pour la balance des paiements, d'autres auteurs soulignent le risque d'appréciation du taux de change réel et de perte de compétitivité, conformément à l'hypothèse du syndrome hollandais (Chami et al., 2005). Ainsi, l'afflux de devises peut être interprété soit comme un facteur de résilience macroéconomique, soit comme une source de distorsions structurelles pénalisant la croissance à long terme.

Face à ces lectures antagonistes, une approche conditionnelle s'est progressivement imposée. Giuliano et Ruiz-Arranz (2009) montrent que l'effet des remittances dépend étroitement du niveau de développement financier : les transferts peuvent stimuler la croissance lorsqu'ils compensent les défaillances du crédit, mais deviennent inefficaces, voire contre-productifs, en l'absence de canaux d'intermédiation adéquats. Cette perspective est renforcée par Rapoport et

Docquier (2005), qui soulignent que la motivation des transferts — altruiste, contractuelle ou orientée vers l'investissement — conditionne leur portée macroéconomique. Plus récemment, Berdiev (2024) et Imam et al. (2024) intègrent ces approches dans des cadres hybrides, insistant sur le rôle central des institutions, de la gouvernance et de la stabilité financière dans la transformation des remittances en croissance durable.

Ainsi, la théorie économique met en évidence une ambivalence persistante : les remittances peuvent être à la fois un levier de croissance, un stabilisateur conjoncturel ou un facteur de dépendance, selon le contexte institutionnel et économique. Cette absence de consensus théorique justifie pleinement une analyse empirique contextualisée.

I.2. Revue empirique

Les études empiriques consacrées à l'impact des transferts de fonds sur la croissance économique reflètent fidèlement les contradictions théoriques, en produisant des résultats hétérogènes selon les pays, les périodes et les méthodologies utilisées. L'évidence empirique ne permet pas de dégager une relation universelle et stable entre remittances et croissance.

Un premier courant empirique met en évidence un effet positif des transferts sur la croissance économique. Ratha (2003) et Maimbo et Ratha (2005) montrent que les remittances sont plus stables que les flux d'investissement direct étranger et qu'elles exercent un effet contracyclique significatif. En Afrique, Fayissa et Nsiah (2010) ainsi qu'Anyanwu et Erhijakpor (2021) trouvent une relation positive à long terme entre remittances et croissance, notamment dans les pays caractérisés par une relative stabilité institutionnelle. Des études récentes confirment ces résultats dans certains contextes régionaux : dans l'UEMOA, les transferts de fonds ont un effet positif à court et à long terme sur la croissance, tandis que Berdiev (2024) et Imam et al. (2024) montrent que les effets positifs apparaissent surtout lorsque les flux transitent par le système bancaire formel et soutiennent la stabilité financière.

À l'opposé, un ensemble important de travaux empiriques conclut à un effet négatif ou non significatif des remittances sur la croissance. Chami et al. (2005), sur un large panel de pays en développement, montrent que les transferts sont faiblement corrélés à l'investissement productif et peuvent réduire l'offre de travail. Barajas et al. (2009) confirment que l'absence d'intermédiation financière efficace neutralise les effets bénéfiques potentiels des remittances. Dans certains pays africains, des études récentes montrent même un impact négatif à court et à long terme, soulignant que les transferts peuvent alimenter la consommation importée, détériorer la compétitivité externe et limiter la croissance économique lorsque les institutions sont faibles.

Entre ces deux pôles, une littérature empirique de plus en plus abondante met en évidence des effets mixtes ou indirects. Adams et Page (2005) montrent que les remittances contribuent significativement à la réduction de la pauvreté et à l'amélioration du bien-être des ménages, sans pour autant accélérer directement la croissance du PIB. Gupta, Pattillo et Wagh (2009) soulignent que les transferts agissent d'abord comme un mécanisme de stabilisation sociale avant de devenir un levier macroéconomique. Giuliano et Ruiz-Arranz (2009) confirment empiriquement que l'impact des remittances est conditionné par le niveau de développement financier, tandis que Nyamongo, Misati et Ndirangu (2012) montrent qu'en Afrique subsaharienne, les transferts favorisent principalement la stabilité financière et la consommation, avec un effet limité sur la croissance en raison de la prédominance des circuits informels.

Les études récentes post-COVID renforcent cette lecture nuancée. Si les remittances ont joué un rôle essentiel de stabilisateur macroéconomique et social, leur contribution à la croissance reste modérée et fortement dépendante de la qualité des institutions, de la gouvernance et de la capacité des économies à absorber ces flux de manière productive.

En définitive, la littérature théorique et empirique met en évidence une contradiction persistante quant au rôle des transferts de fonds de la diaspora dans la dynamique de croissance économique. Alors que certains travaux soulignent leur potentiel de stabilisation macroéconomique et d'accumulation du capital, d'autres mettent en avant leurs effets de dépendance, de désincitation productive et de distorsion macroéconomique. Les études empiriques confirment que l'impact des remittances est fondamentalement conditionnel au contexte institutionnel, financier et macroéconomique. Cette absence de consensus justifie pleinement une analyse empirique spécifique au cas de la Guinée, afin de déterminer si les transferts de la diaspora y constituent un moteur de croissance durable ou un simple mécanisme de soutien conjoncturel.

À partir de cette littérature empirique contrastée, il apparaît nécessaire de formaliser les mécanismes par lesquels les transferts de fonds de la diaspora peuvent influencer la croissance économique en Guinée. Ces flux affectent la dynamique économique à travers trois canaux principaux et interdépendants. Premièrement, le canal de consommation, par lequel les remittances augmentent le revenu des ménages et stimulent la demande intérieure, produisant un effet positif à court terme. Deuxièmement, le canal de l'investissement et de l'accumulation de capital, lorsque les transferts financent des activités productives, l'éducation ou la santé, contribuant ainsi au capital humain et à la croissance structurelle. Troisièmement, le canal de

stabilité macroéconomique, par lequel ces flux renforcent la résilience financière et soutiennent la balance des paiements, créant un environnement plus favorable à la croissance.

Cette synthèse met en évidence que l'impact des transferts de fonds de la diaspora sur la croissance guinéenne est fondamentalement conditionnel, modulé par la manière dont ces flux sont intégrés à l'économie nationale. Elle fournit un cadre clair pour interpréter les relations observées dans la littérature.

2. Analyse descriptive des variables

Afin de mieux appréhender les caractéristiques fondamentales des variables retenues dans l'analyse et d'évaluer leur comportement sur la période étudiée, le tableau 1 présente les principales statistiques descriptives. Cette étape préliminaire permet d'examiner la tendance centrale, la dispersion ainsi que la distribution des variables avant toute estimation économétrique.

Tableau N°1 : Analyse descriptive des variables

| | GDP | REMIT | DINFLA | OUVERT | IDE |
|---------------------|------------|--------------|---------------|---------------|------------|
| Mean | 1.939552 | 0.780840 | -0.735106 | 64.07112 | 2.821586 |
| Median | 1.712558 | 0.606922 | 0.754244 | 69.38629 | 1.251713 |
| Maximum | 8.012162 | 2.648236 | 15.47792 | 115.7653 | 18.82801 |
| Minimum | -3.507583 | 0.009934 | -25.54646 | 29.08979 | -0.840221 |
| Std. Dev. | 2.231431 | 0.781146 | 8.639456 | 29.03064 | 4.209960 |
| Skewness | 0.472199 | 1.008815 | -1.126186 | 0.282640 | 2.336486 |
| Kurtosis | 4.636161 | 2.919195 | 4.840129 | 1.669148 | 8.578472 |
| Jarque-Bera | 4.907255 | 5.606371 | 11.63148 | 2.874722 | 72.81453 |
| Probability | 0.085981 | 0.060617 | 0.002980 | 0.237554 | 0.000000 |
| Sum | 64.00521 | 25.76772 | -24.25851 | 2114.347 | 93.11234 |
| Sum Sq. Dev. | 159.3371 | 19.52605 | 2388.486 | 26968.91 | 567.1605 |
| Observations | 33 | 33 | 33 | 33 | 33 |

Source: auteurs

Les résultats indiquent que la croissance économique (GDP) affiche une moyenne de 1,94 %, traduisant une performance globale modérée de l'économie sur la période considérée. Toutefois, l'écart-type relativement élevé (2,23) ainsi que l'amplitude importante entre les valeurs minimale (-3,51) et maximale (8,01) révèlent une forte volatilité de la croissance, marquée par des phases alternées de récession et d'expansion.

Les transferts de fonds des migrants (REMIT) présentent une moyenne de 0,78, accompagnée d'une asymétrie positive prononcée. Cette distribution suggère que les flux de remittances

restent irréguliers et concentrés sur certaines périodes, ce qui peut refléter une dépendance aux conditions économiques des pays d'accueil des migrants.

L'inflation domestique (DINFLA) se caractérise par une forte instabilité, avec un écart-type élevé (8,64) et des valeurs extrêmes importantes. La moyenne négative observée indique des épisodes de désinflation, tandis que le rejet de l'hypothèse de normalité confirme l'existence de chocs inflationnistes récurrents.

L'ouverture commerciale (OUVERT) affiche une moyenne relativement élevée (64,07 % du PIB), traduisant une intégration notable dans les échanges internationaux. Néanmoins, la dispersion observée suggère une évolution irrégulière du degré d'ouverture au cours du temps. Enfin, les investissements directs étrangers (IDE) présentent une moyenne de 2,82, mais une distribution fortement asymétrique. Le rejet de la normalité indique que les IDE ne constituent pas une source stable de financement extérieur.

Dans l'ensemble, ces statistiques descriptives mettent en évidence une forte volatilité des principales variables macroéconomiques, justifiant le recours à une analyse économétrique approfondie afin d'évaluer leurs effets sur la croissance économique.

Matrice de corrélation

Avant d'estimer le modèle économétrique, il est essentiel d'examiner les relations linéaires entre les variables explicatives et la variable dépendante. À cet effet, la matrice de corrélation permet d'identifier la nature et l'intensité des liens existants, tout en vérifiant l'absence de problèmes potentiels de multicollinéarité.

Tableau N° 2 : Matrice de corrélation

| | GDP | REMIT | DINFLA | OUVERT | IDE |
|---------------|------------|--------------|---------------|---------------|------------|
| GDP | 1.000000 | -0.041454 | -0.070292 | 0.475687 | 0.579349 |
| REMIT | -0.041454 | 1.000000 | 0.221237 | 0.514527 | 0.167072 |
| DINFLA | -0.070292 | 0.221237 | 1.000000 | -0.044794 | -0.005460 |
| OUVERT | 0.475687 | 0.514527 | -0.044794 | 1.000000 | 0.529459 |
| IDE | 0.579349 | 0.167072 | -0.005460 | 0.529459 | 1.000000 |

Source: auteurs

La matrice de corrélation révèle une relation positive et modérée entre la croissance économique et l'ouverture commerciale (0,48), suggérant que l'intégration dans le commerce international est associée à une amélioration de la performance économique. De même, la corrélation positive entre la croissance et les investissements directs étrangers (0,58) indique que les IDE peuvent constituer un levier important de stimulation de l'activité économique.

En revanche, la corrélation entre les remittances et la croissance est faible et légèrement négative (-0,04), ce qui suggère qu'à un niveau descriptif, les transferts de fonds des migrants

ne contribuent pas directement à la croissance économique. Ce résultat laisse supposer que ces ressources sont majoritairement orientées vers la consommation plutôt que vers l'investissement productif.

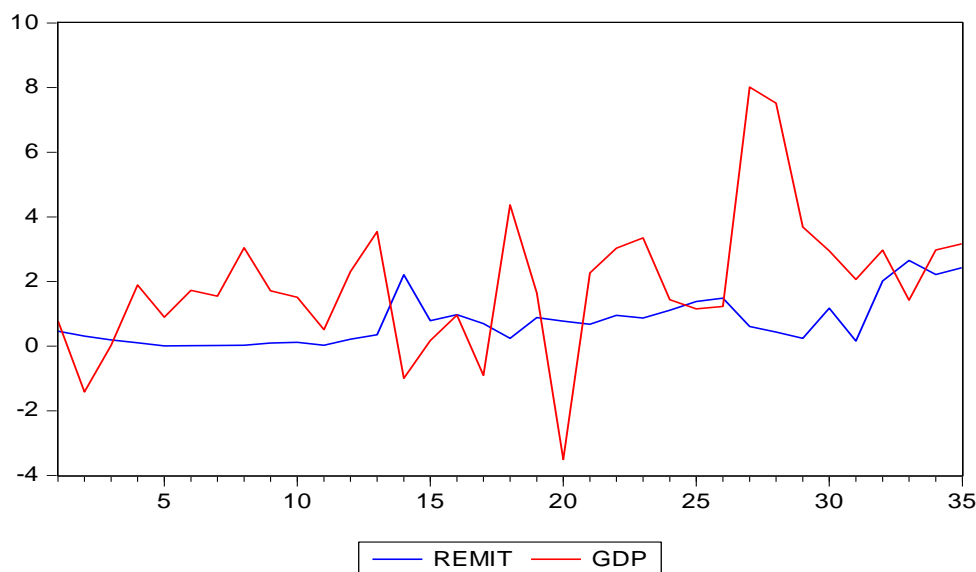
L'inflation présente des corrélations très faibles avec l'ensemble des variables, traduisant l'absence de relation linéaire significative avec la croissance sur la période étudiée.

Par ailleurs, les corrélations observées entre les variables explicatives restent globalement inférieures aux seuils critiques, ce qui indique l'absence de multicolinéarité sévère et confirme la pertinence de leur inclusion conjointe dans le modèle économétrique.

Evolution des flux de Remittances et croissance économique en Guinée

Afin de compléter l'analyse descriptive et corrélationnelle, un schéma illustrant l'évolution conjointe des transferts de fonds des migrants et de la croissance économique est présenté afin d'appréhender visuellement la dynamique de la relation entre ces deux variables.

Figure 1: Evolution des Rémittances et de la croissance économique



Source : auteurs

L'examen du schéma met en évidence une relation instable et non linéaire entre les remittances et la croissance économique. Les périodes de hausse des transferts de fonds ne correspondent pas systématiquement à une accélération de la croissance, ce qui suggère un impact limité et indirect des remittances sur l'activité économique.

Cette observation peut s'expliquer par l'affectation des remittances principalement à la consommation des ménages, à la réduction de la pauvreté ou au financement des dépenses courantes, plutôt qu'à des investissements productifs. En l'absence de mécanismes financiers et institutionnels favorisant leur canalisation vers des activités génératrices de croissance, l'effet des remittances demeure faible.

Ainsi, le schéma confirme les résultats issus de la matrice de corrélation et souligne la nécessité d'une analyse économétrique approfondie afin d'évaluer l'impact réel des remittances sur la croissance économique, en tenant compte des effets de court et de long terme.

III- Méthodologie

Cette recherche s'inscrit dans un paradigme positiviste aménagé, mobilisant une approche quantitative fondée sur l'analyse économétrique des séries temporelles. L'objectif est d'analyser empiriquement la relation entre les transferts de fonds de la diaspora et la croissance économique en Guinée à l'aide du modèle ARDL. Ce cadre méthodologique permet d'examiner les effets de court et de long terme des remittances sur la croissance économique, tout en assurant une cohérence entre la problématique, les objectifs de recherche et les outils économétriques mobilisés.

Cette section présente la méthodologie adoptée pour analyser l'effet des transferts de fonds de la diaspora sur la croissance économique en Guinée sur la période 2000–2025. Les données utilisées proviennent de la base World Development Indicators (WDI) de la Banque mondiale, reconnue pour la fiabilité, la cohérence et la comparabilité de ses statistiques macroéconomiques sur le long terme. La variable dépendante considérée est la croissance du produit intérieur brut par habitant (GDP), indicateur central permettant de mesurer l'évolution du revenu moyen par habitant et, par conséquent, la dynamique de la croissance économique nationale.

La variable explicative principale est celle des transferts personnels reçus, exprimés en pourcentage du PIB (REMIT), qui reflète l'importance des remittances dans l'économie guinéenne et leur rôle potentiel dans le soutien financier des ménages et le développement économique.

Afin de prendre en compte d'autres facteurs susceptibles d'influencer la croissance, plusieurs variables de contrôle ont été retenues. L'inflation (INFLA) permet de considérer l'effet des variations des prix à la consommation. L'ouverture commerciale (OUVERT), mesurée par le ratio des exportations et importations rapportées au PIB, rend compte du degré d'intégration du pays dans le commerce international. Enfin, les investissements directs étrangers (IDE) en % du PIB indiquent l'importance des flux d'investissements étrangers dans l'économie nationale. Le choix de ces variables repose sur leur pertinence théorique et empirique, conformément à la littérature sur la croissance économique et le rôle des remittances dans les économies en développement.

Pour étudier la relation entre les remittances et la croissance économique via un modèle dynamique, nous adoptons la spécification fonctionnelle suivante :

$$GDP = (REMIT, INFLA, OUVERT, IDE) \quad (1)$$

Tableau N°3 : Stationnarité des séries

| Variables | ADF (Niveau) | ADF (1ère Diff.) | Phillips-Perron (Niveau) | Phillips-Perron (1ère Diff.) | Ordre d'intégratio |
|-----------|------------------|------------------|--------------------------|------------------------------|--------------------|
| GDP | p-value = 0.0044 | - | p-value = 0.0058 | - | I (0) |
| REMIT | p-value = 0.0370 | - | p-value = 0.0408 | - | I (0) |
| INFLA | p-value = 0.0954 | p-value = 0.0000 | p-value = 0.1060 | p-value = 0.0000 | I (1) |
| OUVERT | p-value = 0.0000 | - | p-value = 0.0000 | - | I (0) |
| IDE | p-value = 0.0197 | - | p-value = 0.0106 | - | I (0) |

Source : Auteurs

Lors du traitement des données, nous prêtons une attention particulière à la stationnarité des séries temporelles, une condition essentielle pour garantir la robustesse de nos résultats économétriques. À cet effet, nous utilisons les tests **Dickey-fuller augmenter** et **Phillips-Perron**, adaptés aux spécificités des séries temporelles, afin de vérifier la présence éventuelle de racines unitaires. Tout en tenant compte de l'hétérogénéité, de l'autocorrélation et de l'hétéroscédasticité.

Au seuil de 5% les résultats de ces tests montrent que toutes les variables sont I(0), à l'exception de l'inflation (infla), qui est I(1). Par conséquent, les tests de cointégration classiques d'Engle et Granger et celui de Johansen restent inefficaces.

Le test de cointégration aux bornes (Pesaran et al., 2001), basé sur le modèle ARDL (AutoRegressive Distributed Lag), s'avère donc plus approprié. Les modèles ARDL, ou modèles autorégressifs à retards distribués, sont dynamiques et permettent de prendre en compte la dynamique temporelle des variables, incluant les délais d'ajustement et les anticipations. Contrairement aux modèles statiques, qui captent uniquement l'effet immédiat des variables explicatives, les modèles dynamiques restituent mieux la variation des séries chronologiques et améliorent la qualité des prévisions ainsi que l'efficacité des politiques économiques. La spécification générale d'un modèle ARDL pour notre étude s'écrit comme suit :

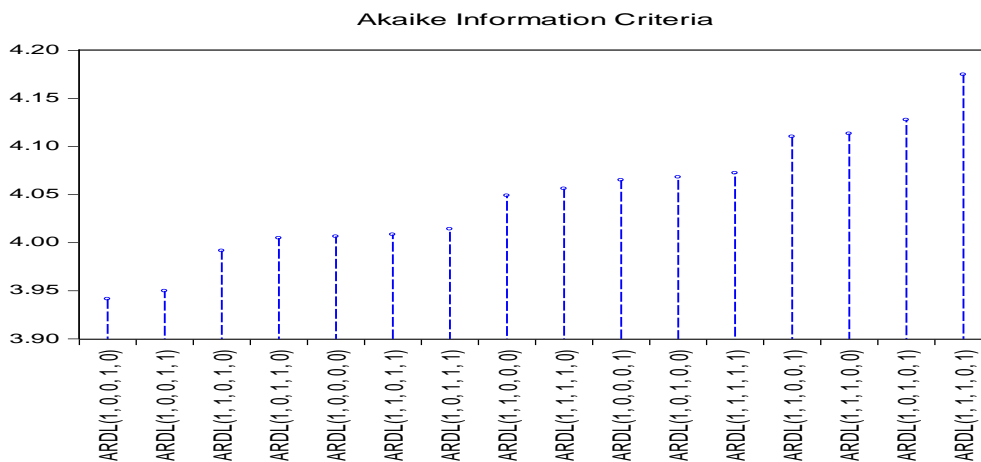
$$\begin{aligned}
 \text{GDP} = & a_0 + \sum_{i=1}^p a_{1i} \text{GDP}_{t-i} + \sum_{i=0}^p a_{2i} \text{REMIT}_{t-i} + \sum_{i=0}^p a_{3i} \text{INFLA}_{t-i} + \sum_{i=0}^p a_{4i} \text{OUVERT}_{t-i} + \sum_{i=0}^p a_{5i} \text{IDE}_{t-i} \\
 & + b_1 \text{GDP}_{t-1} + b_2 \text{REMIT}_{t-1} + b_3 \text{INFLA}_{t-1} + b_4 \text{OUVERT}_{t-1} + b_5 \text{OUVERT}_{t-1} + \varepsilon_t \quad (2)
 \end{aligned}$$

Avec a_0 la constante ; a_i et b_i ($i = 1, \dots, 5$), les paramètres des variables explicatives (coefficients) ; ε_t le terme d'erreur,

Décalage optimal

Avant l'estimation du modèle ARDL, il convient de déterminer le nombre de retard maximal que nous devons retenir dans notre modèle. Ainsi, nous procédons à la détermination de l'ordre optimal des retards qui seront inclus dans le modèle ARDL en se basant sur les critères d'information Akaike. Nous retenons le LAG qui maximise généralement les critères d'informations. Comme nous pouvons le voir sur la figure N°2 le modèle ARDL (1,0,0,1,0) est le plus optimal parmi les autres présenté

Figure 2: Décalage optimal



Source: Auteur

Tableau N° 4: Bound test

| Test Statistic | Value | K |
|-----------------------|----------|----------|
| F-statistic | 3.513237 | 4 |
| Critical Value Bounds | | |
| Significance | I0 Bound | I1 Bound |
| 10% | 2.2 | 3.09 |
| 5% | 2.56 | 3.49 |
| 2.5% | 2.88 | 3.87 |
| 1% | 3.29 | 4.37 |

Source: Auteurs

Après avoir déterminé le nombre de retards optimal, nous procédons au test de cointégration. Les résultats du test de cointégration aux bornes de Pesaran et al. (2001), présentés dans le Tableau 4, montrent clairement l'existence d'une relation de long terme entre les variables. En effet, la statistique de Fisher calculée (3,513237) dépasse la valeur critique de la borne supérieure au seuil de 5 %, confirmant ainsi la présence d'une cointégration, ce qui donne la possibilité d'estimer les effets de long terme des rémittances, de l'inflation, de l'ouverture commerciale et des investissements directs étrangers sur la croissance du PIB par habitant.

Résultats de l'estimation

Tableau N°5 : Résultat du modèle (1,0 ,0,1,0) estimé

| Cointegrating Form | | | | |
|---------------------------|-------------|------------|-------------|--------|
| Variable | Coefficient | Std. Error | t-Statistic | Prob. |
| D(REMIT) | -0.909074 | 0.522220 | -1.740786 | 0.0931 |
| D(OUVERT) | -0.020442 | 0.029552 | -0.691753 | 0.4950 |
| D(DINFLA) | -0.001936 | 0.023673 | -0.081769 | 0.9354 |
| D(IDE) | 0.347306 | 0.073009 | 4.757037 | 0.0001 |
| CointEq(-1) | -0.861458 | 0.201165 | -4.282337 | 0.0002 |

$$\text{Cointeq} = \text{GDP} - (-1.1309 \cdot \text{REMIT} + 0.0293 \cdot \text{OUVERT} - 0.0145 \cdot \text{DINFLA} + 0.3323 \cdot \text{IDE} - 0.0446)$$

| Long Run Coefficients | | | | |
|------------------------------|-------------|------------|-------------|--------|
| Variable | Coefficient | Std. Error | t-Statistic | Prob. |
| REMIT | -1.130881 | 0.678639 | -1.666397 | 0.1072 |
| OUVERT | 0.029328 | 0.020610 | 1.422991 | 0.1662 |
| DINFLA | -0.014528 | 0.054375 | -0.267186 | 0.7914 |
| IDE | 0.332295 | 0.158039 | 2.102610 | 0.0450 |
| C | -0.044600 | 1.053188 | -0.042347 | 0.9665 |

Sources :Auteurs

Les résultats de l'estimation du modèle ARDL (1, 0, 0, 0,0) présentés dans le tableau N°5 montrent que le coefficient d'ajustement, ou force de rappel, est à la fois statistiquement significatif et négatif. Cela confirme l'existence d'une relation de long terme entre la croissance du GDP et les REMIT, et indique que tout déséquilibre par rapport à l'équilibre de long terme tend à se corriger au fil du temps. Cependant ce type de modèle peut souvent être affecté par la colinéarité entre les variables explicatives et par l'autocorrélation des erreurs. Il est donc nécessaire, avant toute interprétation, de réaliser des tests de robustesse afin de valider la fiabilité du modèle. ARDL (1, 0, 0, 0,0) qui s'est révélé optimal par rapport aux autres

spécifications testées, offrant la plus faible valeur du SIC. Les diagnostics du modèle confirment également sa validité : absence d'autocorrélation des erreurs, homoscédasticité, normalité des résidus et spécification correcte du modèle (voir tableau N°6). Ces résultats garantissent que les conclusions tirées à partir de ce modèle sont fiables et robustes.

Tableau N° 6: Heteroskedasticity Test: Breusch-Pagan-Godfrey

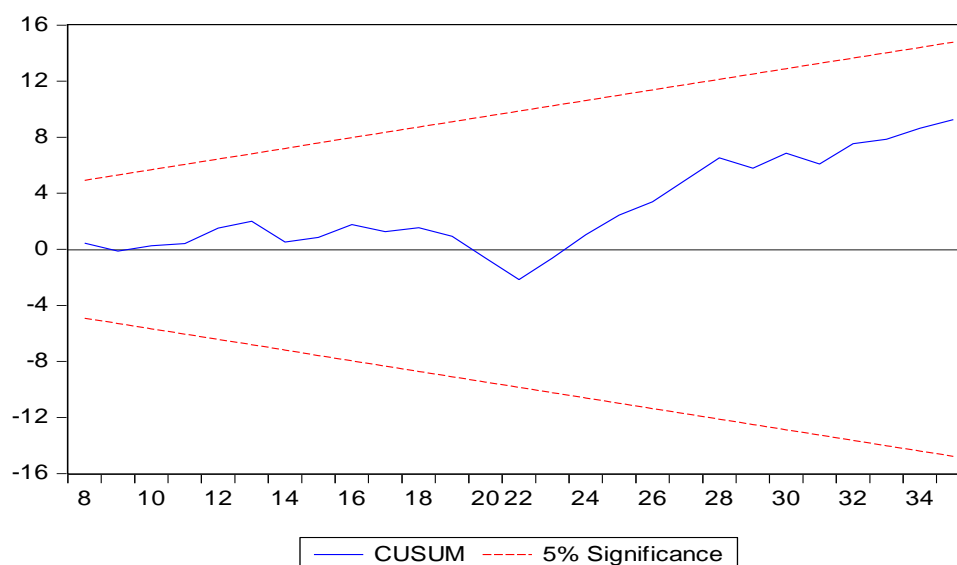
| | | | |
|---------------------|----------|---------------------|--------|
| F-statistic | 0.327276 | Prob. F(5,27) | 0.8921 |
| Obs*R-squared | 1.885729 | Prob. Chi-Square(5) | 0.8647 |
| Scaled explained SS | 2.539046 | Prob. Chi-Square(5) | 0.7706 |
| F-statistic | 0.036815 | Prob. F(1,29) | 0.8492 |
| Obs*R-squared | 0.039304 | Prob. Chi-Square(1) | 0.8428 |

Sources : Auteurs

Stabilité du modèle

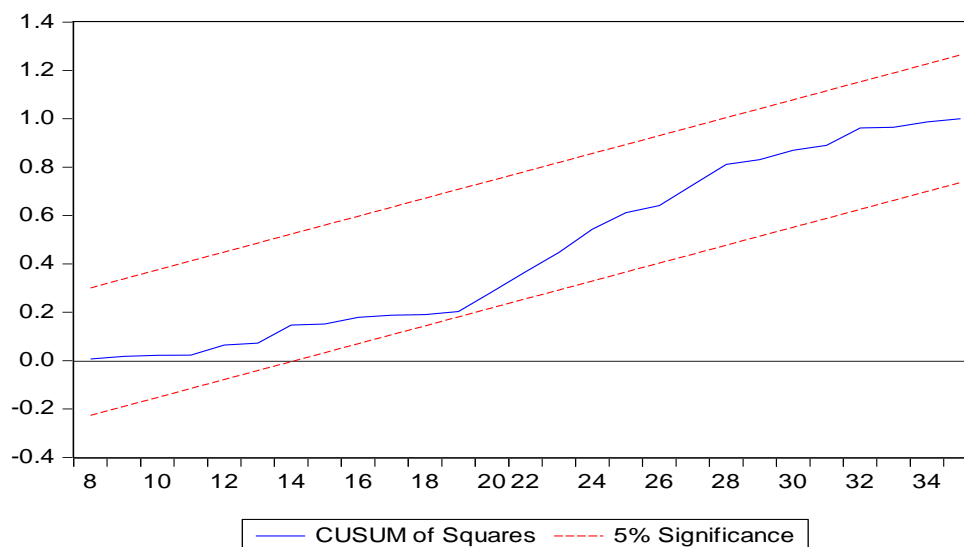
Afin de vérifier la stabilité des coefficients du modèle ARDL, les tests CUSUM et CUSUM of Squares ont été appliqués. Ces tests permettent de détecter respectivement des changements structurels progressifs et soudains dans les relations estimées. Les résultats indiquent que les courbes des deux tests voir (figure n°3) et (figure n°4) demeurent à l'intérieur des bandes de confiance à 5 %, suggérant que l'hypothèse nulle de stabilité des paramètres n'est pas rejetée. Par conséquent, les coefficients du modèle sont considérés comme stables sur l'ensemble de la période d'étude, ce qui confère une robustesse aux résultats obtenus sur l'effet des remittances sur la croissance économique

Figure 3: Cusum test



Source: Auteurs

Figure 4 : Cusum of squares



Source : Auteurs

Discussion des résultats

Les résultats issus de l'estimation du modèle ARDL indiquent qu'à court terme, seules les remittances et les investissements directs étrangers sont statistiquement significatifs dans l'explication de la croissance économique en Guinée, soulignant le rôle spécifique de ces flux financiers externes dans la dynamique conjoncturelle de l'économie nationale.

En effet, les remittances exercent un effet négatif et statistiquement significatif sur la croissance économique à court terme au seuil de 10%. Ce résultat suggère que, malgré leur importance quantitative, les transferts de fonds des migrants ne constituent pas un levier immédiat de stimulation de l'activité productive. Cette situation s'explique par le fait que ces flux sont majoritairement orientés vers la consommation des ménages, notamment les dépenses alimentaires, de santé et de logement, plutôt que vers des investissements productifs. Par ailleurs, ces transferts peuvent réduire l'incitation de certains ménages à participer au marché du travail ou à entreprendre, en raison de la sécurisation temporaire des revenus, ce qui freine la dynamique de production. Ce constat est en accord avec les résultats de Chami, Fullenkamp et Jahjah (2005), Barajas et al. (2009) et plus récemment de Clemens et McKenzie (2018), qui montrent que lorsque les remittances sont principalement utilisées à des fins de consommation, leur effet sur la croissance économique peut être négatif ou non significatif.

Toujours à court terme, les investissements directs étrangers exercent un effet positif et statistiquement significatif au seuil de 1 %, traduisant leur rôle moteur dans la stimulation de l'économie guinéenne. Les IDE favorisent l'accumulation du capital, le transfert de technologies et de compétences, et la création d'emplois, ce qui se traduit par une augmentation

rapide de la production et de la productivité. Dans une économie caractérisée par un faible niveau d'épargne domestique et des besoins importants en infrastructures, les IDE constituent un levier essentiel de développement économique. Ce résultat est conforme aux travaux de Borensztein, De Gregorio et Lee (1998), Alfaro et al. (2010), Iamsiraroj (2016).

À long terme, les résultats montrent que seuls les investissements directs étrangers conservent un effet positif et statistiquement significatif sur la croissance économique. Ce constat suggère que les IDE constituent un facteur structurel capable de soutenir durablement l'expansion économique, en renforçant la capacité productive, en améliorant l'efficacité des secteurs domestiques et en favorisant des effets d'entraînement sur l'ensemble de l'économie. Ces résultats corroborent ceux de Durham (2004), Alfaro et Charlton (2009) et Pegkas (2015), qui soulignent l'effet durable des IDE sur la croissance lorsque ces flux s'insèrent dans un environnement économique favorable.

En revanche, l'effet non significatif des remittances à long terme s'explique par leur orientation persistante vers la consommation des ménages et leur faible transformation en investissements productifs. Bien qu'elles contribuent à améliorer le bien-être et à réduire la pauvreté, elles ne génèrent pas de gains durables en termes de productivité ou de capacité de production. Ce résultat est cohérent avec les conclusions de Giuliano et Ruiz-Arranz (2009), Nyamongo et al. (2012) et Adenutsi (2014), qui montrent que, dans de nombreux pays africains, l'impact des remittances sur la croissance à long terme demeure limité en l'absence d'un canal productif efficace.

Conclusion

Les résultats de cette étude indiquent que les investissements directs étrangers jouent un rôle central et durable dans la dynamique de croissance économique guinéenne, tandis que les transferts de fonds de la diaspora (remittances) exercent un effet limité et essentiellement conjoncturel. À court terme, ces derniers semblent orientés vers la consommation des ménages, et leur contribution à l'accumulation de capital productif reste faible. À long terme, leur impact sur la croissance n'est pas significatif, soulignant la nécessité de mettre en place des mécanismes pour canaliser ces flux vers des projets productifs et entrepreneuriaux.

Ces conclusions ouvrent la voie à des recommandations de politique économique, notamment le renforcement de l'attractivité pour les investisseurs étrangers, l'amélioration du climat des affaires et la mise en place de mesures incitatives pour canaliser les remittances vers des projets productifs.

Cette étude présente toutefois certaines limites. En particulier, elle ne permet pas d'identifier de manière précise les canaux exacts par lesquels les remittances influencent la croissance économique. Ces limites offrent des perspectives intéressantes pour des recherches futures, notamment sur les mécanismes de transformation des flux financiers en investissements productifs, l'effet différencié selon les secteurs économiques, et le rôle potentiel des politiques publiques dans ce processus.

En somme, ce travail contribue à la littérature en clarifiant le rôle différencié des flux financiers externes sur la croissance guinéenne et fournit des indications concrètes pour orienter les politiques économiques vers une croissance plus soutenue et inclusive.

ANNEXES

ANNEXE 1 : RESIDUS DU CORRELOGRAMME

Date: 12/22/25 Time: 21:09

Sample: 1 35

Included observations: 33

| Autocorrelation | Partial Correlation | AC | PAC | Q-Stat | Prob* | |
|-----------------|---------------------|----|--------|--------|--------|-------|
| . . | . . | 1 | 0.018 | 0.018 | 0.0122 | 0.912 |
| . . | . . | 2 | 0.067 | 0.066 | 0.1782 | 0.915 |
| . . | . . | 3 | 0.067 | 0.065 | 0.3533 | 0.950 |
| . * . | . * . | 4 | -0.114 | -0.121 | 0.8678 | 0.929 |
| . * . | . * . | 5 | -0.117 | -0.125 | 1.4317 | 0.921 |
| . * . | . * . | 6 | -0.095 | -0.083 | 1.8175 | 0.936 |
| . . | . * . | 7 | 0.044 | 0.083 | 1.9054 | 0.965 |
| . . | . * . | 8 | 0.065 | 0.088 | 2.1024 | 0.978 |
| . * . | . * . | 9 | -0.085 | -0.115 | 2.4502 | 0.982 |
| . * . | . * . | 10 | -0.095 | -0.165 | 2.9052 | 0.984 |
| . . | . * . | 11 | -0.059 | -0.071 | 3.0908 | 0.989 |
| . . | . * . | 12 | 0.012 | 0.090 | 3.0993 | 0.995 |
| . * . | . * . | 13 | -0.177 | -0.141 | 4.9025 | 0.977 |
| . * . | . * . | 14 | -0.096 | -0.167 | 5.4646 | 0.978 |
| . * . | . * . | 15 | -0.086 | -0.177 | 5.9379 | 0.981 |
| . . | . . | 16 | -0.052 | -0.035 | 6.1246 | 0.987 |

*Probabilities may not be valid for this equation specification.

ANNEXE2: Ramsey RESET

Ramsey RESET Test

Equation: EQ02

Specification: GDP GDP(-1) REMIT DINFLA OUVERT
 DDEVFIN C

Omitted Variables: Squares of fitted values

| | Value | df | Probability |
|-------------|----------|---------|-------------|
| t-statistic | 0.256164 | 27 | 0.7998 |
| F-statistic | 0.065620 | (1, 27) | 0.7998 |

F-test summary:

| | Sum of Sq. | df | Mean Squares |
|------------------|------------|----|--------------|
| Test SSR | 0.247279 | 1 | 0.247279 |
| Restricted SSR | 101.9925 | 28 | 3.642589 |
| Unrestricted SSR | 101.7452 | 27 | 3.768341 |

BIBLIOGRAPHIE

- Adams, R. H., & Page, J. (2005). Do international migration and remittances reduce poverty in developing countries. *World Development*, 33(10), 1645–1669.
- Anyanwu, J. C., & Erhijakpor, A. E. O. (2021). Do remittances affect economic growth in Africa? Evidence from panel data. *African Development Review*, 33(2), 245–261.
- Barajas, A., Chami, R., Fullenkamp, C., Gapen, M., & Montiel, P. (2009). *Do workers' remittances promote economic growth?* Washington, DC: International Monetary Fund.
- Becker, G. S. (1964). *Human capital: A theoretical and empirical analysis, with special reference to education*. Chicago, IL: University of Chicago Press.
- Berdiev, A. N. (2024). Remittances and economic growth: Evidence from developing countries. *Journal of Economic Studies*, 51(2), 345–367.
- Berdiev, A. N. (2024). Remittances, financial development, and economic growth: Evidence from developing countries. *Journal of Economic Studies*, 51(1), 101–120.
- Binford, L. (2003). Remittances and migration in comparative perspective: A Latin American case study. *International Migration Review*, 37(1), 5–28.
- Chami, R., Fullenkamp, C., & Jahjah, S. (2005). *Are immigrant remittances good for development?* Washington, DC: International Monetary Fund.
- Chami, R., Fullenkamp, C., & Jahjah, S. (2005). *Are immigrant remittances flows a source of capital for development?* Washington, DC: International Monetary Fund.
- Djajic, S. (1986). The role of remittances in the development of small open economies. *Journal of Development Economics*, 23(2), 217–228.
- Fayissa, B., & Nsiah, C. (2010). The impact of remittances on economic growth and development in Africa. *The Journal of Economics and International Finance*, 2(8), 167–175.
- Giuliano, P., & Ruiz-Arranz, M. (2009). Remittances, financial development, and growth. *Journal of Development Economics*, 90(1), 144–152.
- Gupta, S., Pattillo, C., & Wagh, S. (2009). Effect of remittances on poverty and financial development in Sub-Saharan Africa. *World Development*, 37(1), 104–115.
- Imam, P., Mittal, A., & Kumar, S. (2024). Remittances and macroeconomic stability in low- and middle-income countries. *IMF Economic Review*, 72(1), 55–89.
- Imam, P., et al. (2024). Remittances and macroeconomic stability: Evidence from post-pandemic developing economies. *Emerging Markets Review*, 58, 100944.
- International Organization for Migration (OIM). (2025, janvier 15). *Les migrants et la diaspora: véritables moteurs du développement grâce aux envois de fonds*. Genève: OIM.

Lipton, M. (1980). Migration from rural areas of poor countries: The impact on rural productivity and income distribution. *World Development*, 8(1), 1–24.

Lucas, R. E. B. (1988). On the mechanics of economic development. *Journal of Monetary Economics*, 22(1), 3–42.

Maimbo, S. M., & Ratha, D. (2005). *Remittances: Development impact and future prospects*. Washington, DC: World Bank.

Nyamongo, E. M., Misati, R. N., & Ndirangu, L. (2012). Do remittances promote financial development? Evidence from Sub-Saharan Africa. *Journal of African Economies*, 21(3), 450–476.

Rapoport, H., & Docquier, F. (2005). *The economics of migrants' remittances*. IZA Discussion Paper No. 1531. Bonn, Germany: IZA.

Ratha, D. (2003). *Workers' remittances: An important and stable source of external development finance*. Washington, DC: World Bank.

Stark, O. (1991). *The migration of labor*. Oxford, UK: Basil Blackwell.

Taylor, J. E. (1999). The new economics of labour migration and the role of remittances in the migration process. *International Migration*, 37(1), 63–88.

World Bank. (2024, avril). *Global remittances data and trends 2024: Migrant flows and economic impact*. Washington, DC: World Bank.

World Bank. (2024). *Remittances to developing countries edge up in 2024, surpassing FDI and aid*. Washington, DC: World Bank.